

VISITEZ
VOTRE
SITE WEB



www.republiquetogolaise.com

Application mobile : Togo officiel



Saisons pluvieuses
et inondations



Le gouvernement
se débat ^{P6}

WARAA

Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 06 Juillet 2017 N° 152 - Prix 250 F CFA

Sécurité dans les pays de l'UEMOA

Corps habillés, membres des administrations
publiques et professionnels des médias
au cœur d'un atelier à Tsévié ^{P2}

Foire internationale de Lomé

La 14^{ème} édition ^{P2}
officiellement lancée

La famille des compagnies d'assurances
s'agrandit au Togo avec une nouvelle naissance

CARAFE SARL TOGO :
Courtage d'assurances
de l'Afrique émergente ^{P6}

Séminaire du Parti des
Togolais empêché à Kara

La vérité que Nathanaël
Olympio ne dit pas ^{P3}
à la population

Vote de la loi sur
la communalisation

L'opposition à
l'épreuve de son
implantation nationale ^{P3}

Fin de la 29^{ème} session ordinaire de l'UA axée sur
les réformes économiques et la recherche de solutions
aux crises sécuritaires et politiques qui minent le continent



Le Chef de l'Etat a activement
pris part aux travaux

■ Tout sur le séjour de Faure
Gnassingbé à Addis Abeba ^{P4}

Quatre questions au Prof. Robert
Dussey à la fin du 29^{ème} sommet de l'UA

«Parler de l'indépendance de
l'Afrique et de son destin, il faut
commencer d'abord à être soi-même» ^{P5}



Sécurité dans les pays de l'UEMOA

Corps habillés, membres des administrations publiques et professionnels des médias au cœur d'un atelier à Tsévié

La paix et la sécurité, sont des conditions phares pour permettre à un territoire ou à une organisation de mieux amorcer son développement économique. C'est dans ce sillage, et eu égard aux principales crises qui secouent l'Afrique de l'Ouest que l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a encore organisé un atelier sur les thèmes paix et sécurité.

En effet les 22 et 23 juin derniers, la préfecture de Zio dans la ville de Tsévié précisément a été le cadre d'un atelier pour forces de l'ordre (agents de la police, de la Douane, de la gendarmerie, des services de la documentation, des eaux et forêts), journalistes, membres des administrations publiques et des ONG. « Paix et sécurité dans l'espace UEMOA » c'est le thème qui a fait l'objet



d'information et de sensibilisation. L'ouverture de cet atelier a été marquée par deux interventions. D'abord celle du conseiller au bureau de représentation de la commission de l'UEMOA Bertin Félix Comlanvi qui a rappelé le contexte de l'atelier. Ainsi pour lui, les progrès remarquables accomplis par l'UEMOA dans différents domaines ne peuvent prospérer que dans un environnement de paix et de sécurité.

« or celui-ci est de plus en plus menacé. La situation dans les Etats et dans l'union comme espace en intégration, est celle d'une insécurité grandissante... » Kadevi Kodjo Etsé, préfet de Zio a pour sa part salué l'initiative qui permettra de mener une lutte accrue contre l'instabilité récurrente des institutions républicaines ; la recrudescence de trafics de tous genres ; le terrorisme et autre. Il a aussi rappelé que cet atelier cadre



avec la conférence extraordinaire des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'UEMOA en 2016 où un appel a été lancé à l'endroit des Etats membres afin de renforcer la concertation et dégager les axes d'une action collective résolue et solidaire pour préserver la paix et la sécurité. Au cours de cet atelier, le bureau de représentation a présenté les atouts de l'UEMOA, son champ d'intervention et ses objectifs. In-

ville de Anselme SOME, juriste spécialiste des questions de paix et de sécurité dans l'espace UEMOA a édifié les participants sur les notions de conflits crises ainsi que les approches de solutions. L'UEMOA jusqu'à ce jour compte 8 pays de l'Afrique de l'Ouest à l'instar de la Côte d'Ivoire, du Bénin, le Niger, le Mali, le Burkina-Faso, le Sénégal, la Guinée Bissau et le Togo.

Charles

Foire internationale de Lomé

La 14^{ème} édition officiellement lancée

La campagne officielle de promotion de la 14^{ème} foire internationale de Lomé a été lancée le 29 juin dernier à Lomé. Ce lancement a annoncé les couleurs de la deuxième édition de la foire « MADE IN TOGO » qui se déroulera du 28 juillet au 11 août 2017. Officiellement prévue du 28 juillet au 7 août, elle a été prolongée pour permettre aux hôtes du sommet de l'AGOA que le Togo organise, de s'imprégner des réalités, de la diversité, de l'originalité et de la qualité des produits togolais. Selon le ministre du tourisme Ihou

qui a d'ailleurs lancé l'évènement.

La 14^{ème} édition de la foire internationale de Lomé se tiendra du 24 novembre au 11 décembre 2017. C'est le numérique qui sera à l'honneur cette année eu égard à l'atout qu'il apporte notamment dans l'accessibilité et la rapidité au cours des opérations dans plusieurs domaines. Pour le directeur de la foire Kuéku Banka JOHNSON, le numérique constitue de nos jours un facteur de développement et de progrès de l'entreprise et un élément facilitateur dans la vie



des agents économiques. « Aucune tâche ne peut s'accomplir aujourd'hui avec efficacité sans cet apport technologique. La conception de programme ou de plan de développement ne peut se réaliser sans l'apport du numérique » a ajouté le directeur. Pour ce faire, au cours de cette foire, il sera réservé un espace d'environ 300 mètres carrés aux passionnés, aux jeunes développeurs d'applications et même aux institutions qui utilisent déjà cette nouvelle forme de technologie.

pour exposer leurs produits et partager leurs expériences. L'autre innovation est l'acquisition des billets d'entrée par le biais d'une application. Pour cette année, 25 pays sont participants. Aussi la foire entend enregistrer 1000 exposants et 300.000 visiteurs. Comme activités phares, il sera question des rencontres d'affaires ; des rencontres B2B ; rencontres Acheteurs-Vendeurs ; des soirées culturelles ; des journées nationales

Charles

W ARAA
Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45 / 22-61-13-06
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRETAIRE DE REDACTION
Pamphile S. NUMENYA

REDACTION
Ezi Akoma

Achile
A. Fic
Jack Nukunu
Hubertine Akoui
Séna Le Libre Penseur

INFORMATICIEN
Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE
La Colombe
Tirage : 3.000 Exemplaires
Récupéré N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :
appelez le 90- 02- 52- 45**

*Retrouvez
votre Journal*

W ARAA
Les Vainqueurs

*chaque jeudi
dans les kiosques*

Numéros Utiles

CHU Tokoin : 22-21-25-01
CHU Campus : 22-25-77-68
22-25-47-39
22-25-78-08

Commissariat Central : 22-21-28-71
Sûreté Nationale : 22-22-21-21
Pompiers : 118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance) : 172 ou 22-22-21-39
Police secours : 117

Séminaire du Parti des Togolais empêché à Kara La vérité que Nathanaël Olympio ne dit pas à la population

Depuis le vote de la loi sur les manifestations publiques appelée « loi Bodjona », le Togo est devenu un territoire où partis politiques, organisations de la société civile (OSC) et autres peuvent manifester librement et de façon pacifique tout en respectant les conditions prévues par ladite loi. Le grand bénéficiaire de cette loi, c'est le chef de file de l'opposition qui a finalement battu le record des marches et organisation de meeting. Malheureusement, les opposants dans leur recherche de poux sur des crânes rasés font croire que le gouvernement n'autorise pas les manifestations politiques à l'intérieur du pays. Cette semaine encore, c'est le Parti des Togolais, une formation qui ne représente aucune menace pour le pouvoir en place

qui affirme que les autorités locales de Kara lui ont empêché de tenir son activité. Sans aller aux informations, certaines OSC se sont alors saisies rapidement de cette situation pour commencer à jeter la pierre à l'Etat et aux autorités de Kara.

Retour sur les faits C'est le 2 juillet dernier que le Parti des Togolais avait prévu organiser son séminaire sous le thème « comprendre la pauvreté pour mieux en sortir ». Finalement cette activité qui devait se dérouler dans la salle de conférence du centre des affaires sociales de Kara n'a pas eu lieu parce qu'empêchée par le préfet de la Kozah. Selon nos informations, les responsables du parti n'avaient pas rempli les démarches administratives nécessaires avant le jour du sémi-



naire. En effet, ce parti n'a déposé sa demande de manifestation qu'à la veille de l'activité. Hors, la loi prévoit que la demande soit déposée 5 jours ouvrables avant la tenue de l'activité. Logiquement, le cabinet du ministère en charge de l'administration territoriale a notifié par écrit au parti des togolais l'interdiction de sa manifestation pour non-respect du délai de la demande. Le préfet de la Kozah n'a donc fait qu'appliquer les instructions de sa hiérarchie. Le parti des togo-



lais n'a qu'à dire clairement à l'opinion qu'il voulait organiser illégalement une activité pendant qu'une autre activité était prévue dans la même salle ce jour. Il faut aussi noter que sur toute la ligne, les responsables du parti des togolais n'ont pas été crédibles. Ils n'ont même pas dit la vérité aux personnes qu'ils ont invitées à leur séminaire. « Il y a eu beaucoup de cafouillage. Celui même qui m'a contacté ne m'a pas dit que c'est un parti qui organisait la manifestation. L'organisateur a été

sur toute la ligne très occulte. Il n'a rien dit. Pour nous société civile, on a pensé qu'il a eu une autorisation mais à la grande surprise des participants qui aujourd'hui sont en train de le critiquer, ils se sont rendus compte qu'ils se sont faits berné », nous a confié un invité à ce séminaire. Il faut reconnaître que depuis son one man show de 2015 avec son premier président, Alberto Olympio, le Parti des Togolais est à la croisée des chemins. Il tente de créer une situation pour se faire remarquer. Au lieu de faire une politique saine, il veut créer des situations pour que l'opinion s'apitoie sur son sort. Jusqu'à où ira-t-il avec cette stratégie ? L'avenir nous situera.

Jack NUKUNU

Vote de la loi sur la communalisation L'opposition à l'épreuve de son implantation nationale

Le processus de décentralisation est en marche au Togo. Comme l'avait annoncé le ministre en charge de l'administration territoriale, c'est possible que ce processus aboutisse à l'organisation des élections locales en 2018. Dans cette veine, les députés ont voté la loi sur la création des communes. Mais au lieu que cette démarche mette en confiance les partis de l'opposition qui réclament tambours battant l'organisation des locales, cette loi alimente plutôt les débats.



La nouvelle loi sur la communalisation du

Togo porte désormais les communes du Togo à 116. Pour certains partis plus raisonnables, à l'instar de OBUTS de Agbéyomé Kodjo et du PDP de Bassabi Kagbara, le Togo est trop petit pour qu'on le morcelle en 116 parties. Ils prennent l'exemple du Bénin qui est plus étendu que le Togo mais

qui ne compte que 77 communes. Pour eux, cette loi va englober un budget important. « Cette loi constitue un millefeuille administratif budgétivore dans la conduite de la politique de décentralisation initiée par le gouvernement », a indiqué Agbéyomé Kodjo. Pour des opposants qui

ne s'illustrent que par le chantage, le découpage est mal fait. Selon eux, le parti UNIR a dépecé le pays de manière à lui permettre de gagner les élections. Ce raisonnement est surprenant dans la mesure où cette opposition soutient qu'elle est bien implantée sur le plan national. Si elle est réellement présente dans tous les coins et recoins du pays, elle n'a pas de soucis à se faire. Tout en tenant des discours démagogiques, les partis d'opposition qui jouent aux intransigeants connaissent réellement leur poids. Ils cherchent d'ores et déjà des raisons pour justifier leur échec

éventuel aux prochaines locales. Naturellement, il était de bon ton que ces partis félicitent le gouvernement pour des avancées faites dans le processus de décentralisation surtout avec le vote de cette nouvelle loi.

Pour le bon déroulement des réformes politiques, les partis doivent être plus objectifs. Ils doivent participer aux débats sur le sujet quand la commission de Awa Nana rendra sa copie au Chef de l'Etat. C'est à ce prix qu'ils pourront obtenir dans un délai raisonnable les réformes qu'ils réclament tant.

La Rédaction

Fin de la 29^e session ordinaire de l'UA axée sur les réformes économiques et la recherche de solutions aux crises sécuritaires et politiques qui minent le continent

Le Chef de l'Etat a activement pris part aux travaux

■ Tout sur le séjour de Faure Gnassingbé à Addis Abeba

Les rideaux sont tombés mardi dernier sur la 29^e session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etats et de gouvernements de l'Union Africaine (UA) à Addis Abeba dans la capitale éthiopienne. Ouverte lundi autour du thème « Tիրer profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse », cette session s'est essentiellement centrée sur les questions de sécurité, de la famine, l'emploi des jeunes, l'industrialisation et surtout la réforme économique de l'Union afin de la rendre financièrement indépendante.

Le Chef de l'Etat Faure E. Gnassingbé, nouveau président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), a activement pris part à ce 29^e sommet de l'Union Africaine en compagnie de ses pairs. Arrivé dimanche soir à Bole international aéroport

présents suivie par l'exécution de l'hymne de l'union. Plus de 55 délégations parmi lesquelles des Chefs d'Etats comme Idris Débi du Tchad, Joseph Kabila de la RDC, Ali bongo du Gabon, Denis Sassou N'guesso du Congo etc.. Il y avait aussi des absents notamment Macky Sall du Sénégal, Patrice Talon du Bénin, le Roi Mohamed VI du Maroc. Plusieurs allocutions ont marqué la cérémonie d'ouverture.

D'abord c'est le président Alpha Condé de la Guinée et président en exercice de l'union africaine qui a ouvert le bal des allocutions. Il a d'entrée tenu à rendre un vibrant hommage à Quett Ketumile Joni Masire, ancien président de la république du Botswana et au Dr Babatunde Osotimehin. Ces deux Grands africains décédés,

l'Afrique, il propose de faire l'une des priorités de son mandat le recrutement, la formation et le déploiement de deux millions d'agents de santé communautaires sur l'ensemble du continent. Parlant de la situation dramatique de la jeunesse, l'union africaine pense que, investir dans cette jeunesse, c'est tout d'abord la rassurer de sa détermination à lui ménager un présent acceptable et un futur meilleur. C'est la convaincre que l'Afrique demeurera son socle et sa mamelle nourricière. Abordant la question de l'indépendance financière de l'union africaine, il a félicité les Etats qui ont commencé à apporter leurs contributions avant d'inviter ceux qui ne l'ont pas encore fait à s'inscrire rapidement dans la même dynamique. Pour lui, c'est le sacrifice qu'il faut consentir si l'Afrique veut réellement prendre son destin en main. Pour finir, il a appelé à l'extinction des conflits et à plus de solidarité entre les africains.

Prenant à son tour la parole, le tout nouveau président de la commission de l'union africaine le tchadien Moussa Faki a déploré les conflits en Somalie, au Soudan du Sud, l'insécurité provoquée par le fléau du terrorisme, les crises inter Etats et la famine « où se trouve la solidarité africaine ? » s'est-il interrogé. Le président de l'autorité palestinienne ; Mahamoud Abass est aussi monté à la tribune de l'union africaine. Il a tenu à manifester sa reconnaissance à l'Afrique pour son soutien dans la recherche de la paix au Proche Orient. Il a appelé aussi à plus de solidarité, à la fin des conflits et à une lutte efficace contre le terrorisme international.

Ce cérémonial inaugural a laissé place aux travaux en commission et à la remise des rapports. Le lendemain, soit le 04 juillet a eu lieu la cérémonie de clôture. C'est encore le président en exercice de l'UA, le Professeur Alpha Kondé qui a prononcé le discours mettant fin aux

travaux de ce 29^e sommet. Il s'est d'abord réjoui de la qualité des travaux. Pour lui l'Afrique est dans la bonne voie, car son capital le plus sérieux, à savoir le dividende démographique est devenu sa priorité et les Chefs d'Etats ne ménageront aucun effort pour prendre toutes les mesures nécessaires afin que la jeunesse soit leur meilleur atout. Avant son allocution de clôture, la

question de réforme en vue de la rendre financièrement indépendante. Ils ont également parlé de l'emploi des jeunes, l'immigration, les infrastructures routières, l'industrialisation et l'émergence du continent africain. Quand au président ghanéen, il n'a fait aucune déclaration à sa sortie d'audience.

En marge des travaux du sommet, le Chef de l'Etat a



Poignet de main entre Faure Gnassingbé et Mahamoud Abass



Faure Gnassingbé à son arrivée à Addis Abeba

d'Addis Abeba peu avant 20 heures, heure locale, il a été reçu par Mme Ibrahim Mayaki, responsable de la commission énergies et infrastructures de l'Union Africaine qui avait à ses côtés M. Carlos Lopez membre de la commission de réformes de l'institution.

Le sommet en lui-même

Les travaux du 29^e sommet de l'Union Africaine ont démarré lundi matin après la réunion à huit clos des chefs d'Etats et de gouvernements

avaient selon lui consacré toute leur vie à la bonne gouvernance et à l'amélioration des conditions de vie des populations africaines. M Alpha Condé a ensuite remercié le peuple éthiopien et son gouvernement pour l'hospitalité dont ils ont toujours fait montre lors des sommets. Le président guinéen a aussi relevé les crises et les conflits fratricides qui perdurent et continuent d'arracher des paisibles populations à leurs terres et de les pousser vers des chemins périlleux et incertains. Face aux défis sanitaires de

présidente libérienne Helène Johnson Surlief a pris la parole pour appeler les chefs d'Etats et de gouvernements africains à honorer leurs engagements pour bâtir un continent plus fort et libre.

Les audiences accordées par le Chef de l'Etat

Une fois installé dans ses appartements de l'hôtel Sheraton pour son séjour éthiopien quelques minutes seulement après sa descente d'avion, le Chef de l'Etat a conféré avec M Louis Michel, ancien commissaire de l'Union Européenne pour l'Afrique et actuel médiateur dans les négociations pour la réforme de l'accord de Cotonou entre l'Union Européenne (UE) et l'Union Africaine (UA). Les discussions entre les deux grands hommes ont été élargies au président ghanéen Nana Akufo Ado venu quelques minutes plus tard. A sa sortie de l'audience M Louis Michel a déclaré avoir échangé avec Faure Gnassingbé de la

accordé des audiences à plusieurs personnalités d'horizons divers au siège de l'Union Africaine.

Après le huit clos des Chefs d'Etats et de gouvernements dans la matinée de lundi, la première personnalité à rendre visite à Faure Gnassingbé dans l'après midi, est le Président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas. Ce dernier n'a fait aucune déclaration après son entretien avec le Chef de l'Etat.

Quand les portes du président de la République se sont ouvertes pour une seconde fois, c'est Yoshifumi Okamura, Représentant du Japon pour la paix et la stabilité internationale qui est rentré. Il a déclaré à sa sortie, avoir échangé avec son hôte du renforcement de la paix en Afrique, des réformes de l'UA mais aussi celles du Conseil de sécurité des Nations Unies. « Ma délégation est venue adresser ses félicitations au chef de l'Etat togolais pour son élection à la tête de la CEDEAO.

Quatre questions au Prof. Robert Dussey à la fin du 29^e sommet de l'UA «Parler de l'indépendance de l'Afrique et de son destin, il faut commencer d'abord à être soi-même»

Le 29^e sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernements a pris fin ce 4 juillet à Addis Abéba (Ethiopie) sur de grandes décisions vers la réforme institutionnelle de l'Union africaine. L'année 2017, déclarée Année africaine du dividende démographique, est évocatrice car les dirigeants du continent sont conscients de l'opportunité que représente la jeunesse face aux défis de l'Afrique, l'UA a choisi pour thème de sa feuille de route ; « Tիրer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse ». La question du financement et de la dépendance de l'Union vis-à-vis des partenaires a fait également l'objet de discussions dans les plénières. « Notre engagement et notre détermination résolus à satisfaire les légitimes aspirations de nos peuples constituent le seul gage pouvant faire de l'Afrique un continent de paix, de stabilité et de prospérité », a déclaré Prof. Alpha Condé, président de la République de Guinée, président



en exercice de l'UA à la fin des travaux. Qu'en pense la diplomatie togolaise de tous ces sujets ambitieux? Prof. Robert Dussey, le ministre des affaires étrangères et de l'intégration africaine livre ses impressions.

Horizon news : Que pensez-vous de la réforme institutionnelle engagée par l'Union africaine ?

Robert Dussey : Le président

de la République Faure Gnassingbé, est arrivé à Addis Abéba en tant que, le président en exercice de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). C'est important parce qu'avant l'ouverture de ce 29^e sommet des Chefs d'Etats et de gouvernements de l'Union africaine (UA), nous avons déjà eu une réunion extraordinaire de la CEDEAO qui est celle de tou-

cher à la réforme institutionnelle au niveau de la CEDEAO. Cette première réunion a permis pour la première fois au Togo de revoir les postes statutaires. Nous avons 28 postes statutaires au niveau de la CEDEAO et maintenant, il est question de revenir à 17. C'est une responsabilité importante depuis la création de la CEDEAO qui était d'abord le secrétariat exécutif, aujourd'hui une commission de réguler et de contribuer à une bonne gestion économique et politique de l'organisation.

L'Union africaine a choisi 2017 comme l'année du dividende démographique, investir dans la jeunesse. Ce thème vous semble évocateur ?

Robert Dussey : Evidemment, le thème de ce sommet touche à la jeunesse donc le dividende démographique un investissement dans les jeunes et leur autonomisation. Nous pensons que le Togo est déjà en avance pour la simple raison, comme vous le savez, il existe plusieurs actions menées par le gouvernement pour améliorer d'abord les conditions de vie des populations et particulièrement la jeunesse togolaise, la jeunesse en milieu rural, la jeunesse de Lomé et des grandes villes. Donc, nous nous sommes à l'aise parce que le pays a pleinement avancé sur tous ces projets et plans de développement. Nous pensons que, discutant de cette question à l'Union Africaine c'est plutôt une contribution que le Togo est en train de faire. Cette contribution est déjà reconnue par les Nations Unies. Rappelez-vous de l'année dernière et bientôt, même, le Premier ministre aux Nations Unies parlera également des efforts faits par le Togo dans ce domaine.

Quelle sera la contribution du Togo dans ce jalon de réforme de l'UA ?

Robert Dussey : Il faut noter que ce sommet est aussi important parce que nous sommes en train d'aller vers une réforme de l'Union africaine donc nous avons à la fois la réforme de la CEDEAO et de l'Union africaine, nous espérons que le Togo jouera le rôle

qu'il faut. Vous l'avez constaté avec toutes les demandes d'audiences auprès du Président de la République qui a reçu beaucoup de personnalités dont essentiellement le Président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, qui a demandé à rencontrer le président de la République qui l'a reçu et a discuté avec lui. Bien sûr, ils ont parlé ensemble du futur sommet Afrique-Israël prévu le 24 au 26 octobre 2017.

Croyez-vous vraiment à l'autonomie financière de l'UA vis-à-vis de ses donateurs ?

Robert Dussey : Vous connaissez déjà ma position. Je crois que ce n'est pas normal, voire un peu irresponsable de la part des africains que nous sommes. Il faut faire une auto critique de nous faire prendre en charge par des partenaires non africains. Ce n'est pas possible ! Parler de l'indépendance de l'Afrique et de son destin, il faut commencer d'abord à être soi-même. Et donc, cette réforme du président Paul Kagamé qui est acceptée aujourd'hui par tous les Chefs d'Etats et de Gouvernements doit permettre aux africains de s'autofinancer. Evidemment, on parle d'un prélèvement d'une taxe de 0,2% sur les produits importés, c'est possible ! Nous le faisons déjà au sein de la CEDEAO, c'est pourquoi, d'ailleurs, la CEDEAO est alors convoitée par beaucoup de pays africains. Le président Kagamé a pris le soin de mettre en place une commission, qui a discuté avec la CEDEAO pour s'approprier de son exemple, et de sa réussite à faire ce prélèvement à la source. Etant inspiré de ce prélèvement, maintenant, l'objectif est de l'étendre sur tous les pays de l'Union africaine. La chance, c'est qu'une tiers des pays ont déjà commencé à financer l'Union africaine par le biais des 0,2%. Non seulement, c'est un honneur pour la CEDEAO d'être une communauté économique régionale commise par l'Union africaine. C'est une fierté car nous le faisons sans difficulté. Le Togo y adhère pleinement.

Fin de la 29^e session ordinaire de l'UA axée sur les réformes économiques et la recherche de solutions aux crises sécuritaires et politiques qui minent le continent

Le Chef de l'Etat a activement pris part aux travaux ■ Tout sur le séjour de Faure Gnassingbé à Addis Abeba

Suite de la p 4

Nous comptons travailler avec le nouveau président pour la préservation de la paix, la stabilité et la solidarité dans l'espace CEDEAO» a-t-il laissé entendre.

La nouvelle secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Mme Amina Mohamed a rendu aussi visite au tout nouveau patron de la CEDEAO. Elle est venue féliciter le Chef de l'Etat pour son élection à la tête de la CEDEAO. « Je suis nouvellement élu comme le chef de l'Etat togolais. Nous avons échangé par rapport aux différents projets et la disponibilité de l'organisation à l'accompagner dans ses divers projets » a-t-elle précisé. Rappelons que Mme Amina Mohamed a été ministre ni-

gérienne de l'Environnement et ex conseillère spéciale de l'ancien Secrétaire Général des Nations unies Ban-Ki Moon dans le cadre de la réunion de 2015 sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Après Mme Amina Mohamed, c'est le Vice président nigérian qui a échangé avec son homologue togolais sur les questions d'intérêts communs. L'on se rappelle que juste après son élection à la tête de la CEDEAO, c'est au Nigeria que Faure Gnassingbé a réservé sa première visite en tant que nouveau président de la grande et ancienne institution ouest-africaine. A la fin de leur entretien, le dirigeant nigérian a déclaré à la presse être venu parler du renforcement des relations amicales

entre le Nigeria et le Togo. Le ministre angolais de la Défense nationale M João Lourenço a été le 5^e visiteur du Chef de l'Etat. Rien n'a filtré de leur entretien.

Les audiences de cette soirée ont pris fin avec le passage de la délégation du Fonds Mondial conduite par l'ancien Directeur exécutif M Mark Dybul. La délégation est venue remercier Faure Gnassingbé pour ses soutiens à l'institution et le féliciter pour son élection à la tête de la CEDEAO. M Mark Dybul a profité de l'occasion pour présenter Dr Marijke Wijnroks, la nouvelle directrice exécutive par intérim du Fonds Mondial à Faure Gnassingbé.

Michel Tchadja, envoyé spécial de Waraa à Addis Abeba

Saisons pluvieuses et inondations

Le gouvernement se débat

Nous sommes en pleine saisons pluvieuses. Tout le pays est pratiquement arrosé. Malheureusement, les pluies qui devaient permettre à certains acteurs notamment aux agriculteurs de maximiser leurs productions deviennent des sources de dégâts. Les pluies de cette année ont encore fait beaucoup de victimes dans la capitale Lomé. Et pourtant, le gouvernement continue de prendre des dispositions pour lutter efficacement contre les inondations.

Dans le cadre du Projet d'Urgence de Réhabilitation d'Infrastructures et des Services Electri-

ques (PURISE), le gouvernement togolais a initié plusieurs travaux pour contribuer à réhabiliter, restaurer, améliorer voire étendre l'accès de la population de Lomé et des quartiers périphériques aux services d'infrastructures de base. Dans cette optique, plusieurs réalisations ont été faites. Il faut noter la construction des bassins de rétention dans les zones inondables notamment B è - K l i k a m é , Agbalépédo, Tokoin-Tamé, Adidoadin et autres. A l'approche de chaque saison pluvieuse, le gouvernement prend aussi la peine de



curer les caniveaux. Il faut reconnaître qu'avec la politique des grands travaux, la capitale est dotée de belles voies avec des caniveaux qui contribuent aussi à canaliser l'eau de ruissellement.

Il faut aussi souligner que l'année dernière, le PGICT a formé les sapeurs-pompiers pour

qu'ils soient plus efficaces dans les opérations de sauvetage des populations sujettes aux inondations fluviales. Il a aussi donné à ce corps des équipements de sauvetage estimés à plus de 176 millions. Malgré ces actions, les inondations continuent parfois de faire des victimes discréditant ainsi

les réalisations faites. En analysant avec un peu de recul cette situation, on se rend compte que certaines personnes ont construit totalement dans le lit des cours d'eau et de petites pluies n'hésitent pas à les mettre à la porte. C'est par exemple le cas des constructions faites dans le lit du Zio de Agoè-Togblécopé-Kégué-Adakpamé. Même si chacun veut avoir sa propre maison, il faut éviter les zones marécageuses afin d'éviter les problèmes d'inondation.

La Rédaction

La famille des compagnies d'assurances s'agrandit au Togo avec une nouvelle naissance

CARAFE SARL TOGO : Courtage d'assurances de l'Afrique émergente

Le Togo note une certaine florescence des compagnies d'assurances ces dernières années. Après la «PROTECTRICE» qui a été portée sur les fonds baptismaux il ya de cela quelques mois, c'est CARAFE SARL TOGO qui fait son entrée dans le monde des assurances de notre pays. Le nouveau produit a été porté à la connaissance du public au quartier

Doumassesse où se trouve son siège. Prenant la parole pour la circonstance, le patron de cette nouvelle compagnie M TIDJANI D O U R E D J A Y E Soulemen a expliqué aux médias le bien fondé et la façon novatrice de ce nouveau produit. Il s'agit tout simplement de mettre en relation les assurés potentiels avec les compagnies d'assurance ; ceci

afin de lever les goulots d'étranglements et les malentendus dans le but de faciliter la transaction assurancière. CARAFE SARL TOGO n'est donc pas une compagnie d'assurance à proprement parler, mais plutôt un intermédiaire entre les assurés et leurs compagnies d'assurance. Il aide de ce fait les assurés à comprendre tous les contours avant de recevoir les

contrats d'assurance qu'on leur fait signer afin d'éviter les querelles avec leurs compagnies au moment de rentrer dans leurs droits. Selon lui, les compagnies d'assurance sont une obligation et non un luxe dans la vie de l'homme et comme tel, il faut aider les uns et les autres à mieux comprendre les mécanismes d'adhésion.

Pour atteindre leurs objectifs, les responsables de la compagnie comptent procéder par des campagnes de sensibilisation à l'endroit des populations, des journalistes et ONG au TOGO et dans le reste de l'Afrique où la compagnie a déjà des antennes afin de bénéficier des bienfaits de cette compagnie.

A Fic

A partir du 1^{er} janvier 2016

EXIGEZ
LA QUITTANCE
SÉCURISÉE
POUR PLUS DE
TRANSPARENCE
DANS LA COLLECTE
MANUELLE DES
RECETTES DE L'ETAT



FÉDERER POUR BATIR
www.otr.tg

APPEL À CANDIDATURE

RECHERCHE DE CONSULTANTS SÉNIORS & JUNIORS SPÉCIALISTES EN ÉCONOMIE NUMÉRIQUE & TRANSFORMATION DIGITALE

Une prestigieuse institution basée à Lomé (Togo) recherche dans le cadre du pilotage, de la mise en œuvre et du suivi de certains projets structurants de développement, des consultants seniors et juniors opérant dans le domaine de l'économie numérique et de la transformation digitale en général et spécifiquement dans les secteurs de : Ingénierie informatique, Développement de logiciels et d'application, Transformation digitale, Data scientist, Ingénierie réseaux, Administration système informatique, Cyber sécurité, Marketing Digital, Communication digitale, E-business, etc.

MISSIONS

Membre d'un pool de compétences sous tutelle de l'institution, vous êtes appelé à travers vos compétences à activer les leviers nécessaires à l'implémentation et l'utilisation des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) comme catalyseur de dynamiques économiques et de modernisation dans le périmètre d'actions qui sera défini par l'institution. Cette démarche favorisera l'accélération de la croissance économique et l'inclusion sociale à moyen terme.

Le cœur de la mission sera donc d'assurer la production, conception et exploitation de produits / services technologiques, ainsi que les études et développement de ces derniers. Il s'agira pour vous entre autres :

- D'assurer l'élaboration de stratégie numérique efficiente en vue de la transformation réelle de l'économie numérique (généralisation de l'accès au haut débit, renforcement de la culture du numérique, auto-assurance du flux de production interne), usage de data, digitalisation des structures et organismes...) dans le périmètre.
- D'innover et d'accompagner dans les réflexions sur les technologies novatrices (smart cities, internet des objets, e-santé, open data,...)
- De développer un réseau relationnel en repérant des opportunités et en valorisant l'économie numérique du périmètre auprès d'investisseurs et de partenaires qualitatifs
- De suivre la mise en œuvre du plan annuel de travail en matière d'économie numérique
- De produire des analyses et guéridon sectoriels
- Etc...

CONNAISSANCES, APTITUDES & COMPÉTENCES

En tant que consultant senior/junior, vous avez un rôle transversal (stratégique et opérationnel) et disposez de nombreuses compétences aussi bien techniques, humaines que professionnelles à savoir :

- Compétences techniques avérées
- Excellente culture générale et numérique
- Dynamique et déterminé vous faites preuves de proactivité dans la conduite de vos activités missions.
- Sens de la confidentialité, de l'organisation, de la rigueur et de la loyauté
- Très bon niveau en grammaire et en orthographe avec une aisance soutenue en Français (écrit et parlé)
- La maîtrise de l'anglais à l'écrit et à l'oral constitue un atout considérable
- Force de proposition
- Esprit d'équipe et capacité d'adaptation
- Facilité à gérer le stress et travailler sous pression

PROFIL RECHERCHÉ

Etre un professionnel doté de compétences techniques reconnues:

- Avoir un minimum de bac +5 et être diplômé d'une école d'ingénieur, d'une école de commerce ou d'une plateforme web à la crédibilité reconnue dans les principaux domaines autour de l'économie numérique (Ingénierie informatique, Développement de logiciels et d'application, Transformation digitale, Data scientist, Ingénierie réseaux, Administration système informatique, Cyber sécurité, Marketing Digital, Communication digitale, E-business, etc) ou disposer de tout autre diplôme équivalent dans les secteurs indiqués

Être de nationalité togolaise (résident ou de la diaspora) ou ressortissant d'un des pays de la CEEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo)

- Avoir de 1 à 5 ans d'expériences pour les profils juniors et + 5 ans d'expériences pour les profils seniors dans un organisme national ou international, une administration publique, un cabinet d'expertise privé ou public.

DOSSIERS À FOURNIR

Les dossiers de candidature peuvent être envoyés soit par mail ou soit par dépôt sur place jusqu'au 21 juillet 2017 et doivent contenir :

- Un CV détaillé et actualisé (avec photo)
- Une lettre de motivation
- Un mémo contenant vos références techniques selon votre domaine de compétence

Envoi par mail :

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à l'adresse mail: recrutementexpert2017@gmail.com

Dépôt physique sur place au Togo :

Merci de déposer votre dossier de candidature au siège de l'organe de presse « Togo Matin » sis à l'adresse : Cocodji, Rue Satellite, 3e maison avant Groupe CAPFER - BP- 30117 Lomé - Togo

NB :

- Possibilité de CDI en fonction de certains profils
- Un contrat de consulting sera signé avec des termes de références précis liés à la mission
- Rémunération intéressante
- Possibilité d'expatriation au Togo pour certains profils

APPEL À CANDIDATURE

RECHERCHE DE CONSULTANTS SÉNIORS ET JUNIORS SPÉCIALISTES EN ÉCONOMIE

Une prestigieuse institution basée à Lomé (Togo) recherche dans le cadre du pilotage, de la mise en œuvre et du suivi de certains projets structurants de développement, des consultants seniors et juniors spécialisés dans toutes les branches de l'économie. À savoir :

Economie mathématique et quantitative (économétrie, statistiques,...), Macroéconomie, Planification, Économie monétaire, Économie internationale, Économie Politique, Économie publique, Économie des organisations, Économie de la santé, Économie du travail, Démographie, Organisation industrielle (gestion de production), Microéconomie, Économie d'entreprise, Économie du développement, croissance, Économie de l'innovation technologique, Système économique, Économie verte, Économie de l'environnement, Économie solidaire, Géographie économique, Économie territoriale, décentralisation, Économie informelle, Économie maritime, Économie bleue, Transport, logistique, Finances publiques, Fiscalité, Inspection des finances, Audit, contrôle de gestion, Expertise comptable, etc.

MISSIONS

Membre d'un pool de compétences sous tutelle de l'institution, vous êtes appelé à travers vos compétences à créer, aider et favoriser la mise en place et/ou le développement d'un cadre macro-économique optimal dans le périmètre d'actions défini par l'institution. Cette démarche favorisera le développement, cohérent du tissu économique, et l'accroissement des investissements aussi bien publics que privés dans votre champ d'intervent on.

Vous intervenez dans soit au niveau conceptuel, stratégique, à l'opérationnel ou en appui conseil. Il s'agira pour vous entre autres :

- D'activer ou de renforcer les leviers devant faciliter et permettre la transformation macro-économique dans le périmètre d'actions de l'institution
- D'aider à la prévention des sinistres
- De faire de la veille technique, financière et économique
- De faire l'état des lieux
- De proposer des stratégies de développement économique optimales sur la base des dernières tendances de mondialisation économique et innovations techniques en la matière
- D'évaluer la rentabilité des projets et des comptes auprès des investisseurs
- De faire de l'appui conseil en matière d'économie
- D'évaluation des risques
- Etc.

CONNAISSANCES, APTITUDES & COMPÉTENCES

En tant que consultant senior/junior, vous avez un rôle transversal (stratégique et opérationnel) et disposez de nombreuses compétences aussi bien techniques, humaines que professionnelles à savoir :

- Compétences techniques avérées
- Excellente culture générale et macro-économique
- Dynamique et déterminé vous faites preuves de proactivité dans la conduite de vos activités/missions.
- Sens de la confidentialité, de l'organisation, de la rigueur et de la loyauté
- Très bon niveau en grammaire et en orthographe avec une aisance soutenue en Français (écrit et parlé)
- La maîtrise de l'anglais à l'écrit et à l'oral constitue un atout considérable
- Force de proposition
- Esprit d'équipe et capacité d'adaptation
- Facilité à gérer le stress et travailler sous pression

PROFIL RECHERCHÉ

Etre un professionnel doté de compétences techniques reconnues:

- Avoir un minimum de bac +5 et être diplômé d'une école d'ingénieur, d'une université à la crédibilité reconnue dans les principaux domaines autour de l'économie (Economie mathématique et quantitative (économétrie, statistiques,...), Macroéconomie, Planification, Économie monétaire, Économie internationale, Économie Politique, Économie publique, Économie des organisations, Économie de la santé, Économie du travail, Démographie, Organisation industrielle (gestion de production), Microéconomie, Économie d'entreprise, Économie du développement, croissance, Économie de l'innovation technologique, Système économique, Économie verte, Économie de l'environnement, Économie solidaire, Géographie économique, Économie territoriale, décentralisation, Économie informelle, Économie maritime, Économie bleue, Transport, logistique, Finances publiques, Fiscalité, Inspection des finances, Audit, contrôle de gestion, Expertise comptable) ou disposer de tout autre diplôme équivalent dans les secteurs indiqués.

Être de nationalité togolaise (résident ou de la diaspora) ou ressortissant d'un des pays de la CEEAO (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo)

- Avoir de 1 à 5 ans d'expériences pour les profils juniors et + 5 ans d'expériences pour les profils seniors dans un organisme national ou international, une administration publique, un cabinet d'expertise privé ou public.

DOSSIERS À FOURNIR

Les dossiers de candidature peuvent être envoyés soit par mail ou soit par dépôt sur place jusqu'au 21 juillet 2017 et doivent contenir :

- Un CV détaillé et actualisé (avec photo)
- Une lettre de motivation
- Un mémo contenant vos références techniques selon votre domaine de compétence

Envoi par mail :

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à l'adresse mail: recrutementexpert2017@gmail.com

Dépôt physique sur place au Togo :

Merci de déposer votre dossier de candidature au siège de l'organe de presse « Togo Matin » sis à l'adresse : Cocodji, Rue Satellite, 3e maison avant Groupe CAPFER - BP- 30117 Lomé - Togo

NB :

- Possibilité de CDI en fonction de certains profils
- Un contrat de consulting sera signé avec des termes de références précis liés à la mission
- Rémunération intéressante
- Possibilité d'expatriation au Togo pour certains profils



Arrivée du Chef de l'Etat à Addis Abeba



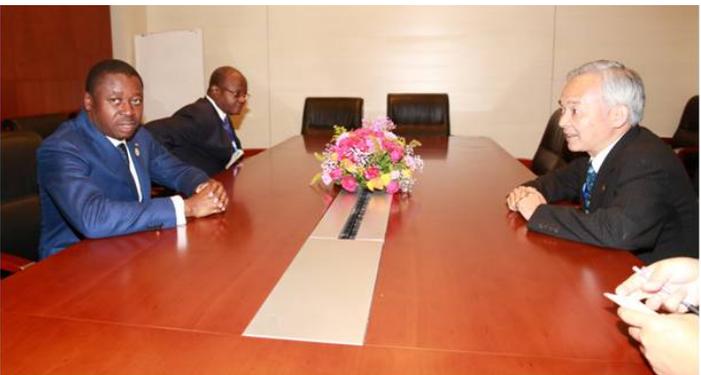
Le Président Ghanéen et Louis Michel chez le Pdt Faure



Louis Michel face à la presse



Poignet de main entre Mamoud Abass et le Pdt Faure



Yoshifumi Okomura échangeant avec le Pdt Faure



Mme Amina Mohamed fière de rencontrer le Pdt Faure



Le Vice-président nigérian chez le Pdt Faure



Le Ministre angolais de la défense nationale remettant la lettre du Pdt Do Santos au chef de l'Etat



Une délégation du Fonds Mondial chez le Pdt Faure
N° 152 - Jeudi 06 Juillet 2017

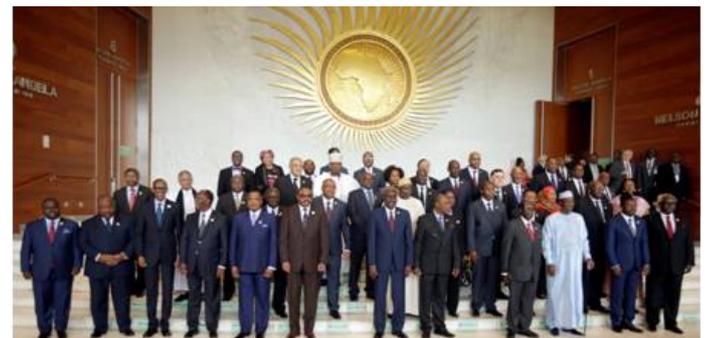


Photo de famille des chefs d'Etats et de gouvernements de la 29e session de l'UA